



ACHIM STEINER
SECRETARE GENERAL ADJOINT
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

MESSAGE A L'OCCASION DE LA
JOURNEE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT
5 Juin 2007

L'édition 2007 de la Journée mondiale de l'environnement est consacrée aux défis auxquels sont confrontés les peuples et les écosystèmes de l'Arctique et de l'Antarctique suite aux changements climatiques et environnementaux accélérés. Elle porte ainsi également sur le monde plus large, où les glaciers reculent et un nombre toujours croissant de phénomènes climatiques extrêmes provoquent des inondations et des sécheresses de plus en plus fréquentes.

En se penchant sur les régions polaires, nous mettons la lumière sur les impacts accélérés qui ravagent la planète entière et qui sont provoqués par les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ces régions apparemment éloignées illustrent de façon frappante les liens qui unissent l'ensemble de la vie sur Terre, et permettent aux 6 milliards de personnes en vie aujourd'hui de réaliser à quel point nous sommes tous tributaires et sommes tous liés aux paysages et aux écosystèmes, aussi bien proches que lointains.

L'Arctique et l'Antarctique, étant les premiers à éprouver toute évolution thermique, forme le système d'alerte précoce de la Terre aux phénomènes climatiques. Mais ces régions font bien plus encore. La circulation océanique, l'élément clé des systèmes météorologiques régionaux et mondiaux, sont inextricablement liés aux processus de gel et de dégel dans et autour des pôles. Les régions polaires constituent également un bouclier protecteur qui renvoie vers l'atmosphère la chaleur qui serait autrement absorbée dans le sol. Le phénomène des « chaînes de réaction positive » est également particulièrement préoccupant, comme le dégagement potentiel de quantités massives de méthane, un important gaz à effet de serre, que renferme le permafrost arctique.

Ce qui arrive dans l'Arctique et l'Antarctique en conséquence du changement climatique nous concerne donc tous directement, que l'on soit un habitant du Bassin du Congo, de l'Outback australien, ou de la Chine rurale, ou même un citoyen de Berlin, de New Delhi, de Rio de Janeiro ou de Washington.

Parallèlement, les gestes de ceux vivant loin des régions polaires affectent directement les populations arctiques. La majeure partie des émissions qui

contribuent à la fonte des glaces sont générées sur les routes et dans les usines, les domiciles et les bureaux des économies industrialisées et, de plus en plus, des économies en pleine industrialisation.

Nous sommes actuellement sous l'emprise d'un cercle vicieux qui ne cesse de s'élargir. Notre responsabilité commune est de le transformer en un cercle vertueux. Nous soulignerons ainsi que maîtriser l'exploitation à outrance de combustibles fossiles n'est pas un fardeau mais une opportunité. Nous mettre sur une voie de développement plus propre et efficace nous délivrera non seulement de la menace globale du changement climatique, mais nous libérera également de notre dépendance sur une ressource limitée qui, comme certains l'affirment, exerce une influence perturbatrice sur la politique.

Certains signes indiquent que cette transformation est déjà en cours grâce à la convergence de plusieurs facteurs clés. Premièrement, le côté économique de l'inaction et les bénéfices économiques de la prise d'action ont été révélés ces derniers mois. Une étude de Sir Nicholas Stern, publiée à la veille de la conférence de Nairobi sur le climat en fin 2006, a à jamais transformé le paysage à cet égard. Elle conclut que si on ne fait rien, nous risquons d'augmenter les températures moyennes de la Planète de plus de 5 degrés centigrades par rapport aux niveaux préindustriels, et cela entraînera un effondrement de cinq pour cent du PNB annuel.

Par contre, les coûts associés à une prise d'action en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'éviter ainsi les conséquences les plus catastrophiques ne représentent qu'un pour cent du PNB annuel. Une grande société américaine de comptabilité a récemment estimé que le monde n'aurait qu'à sacrifier qu'une année de croissance économique au cours des quatre prochaines décennies pour réduire les émissions de carbone suffisamment pour freiner le réchauffement mondial.

Le Rapport Stern estime également que le monde se trouverait véritablement dans un meilleur état une fois les émissions réduites. A longue échéance, Il prévoit par exemple que la mise en œuvre d'une économie mondiale moins tributaire de carbone rapportera des bénéfices de quelques 2,5 trillions de dollars par an. De telles conclusions placent le changement climatique au-delà du portefeuille du ministre de l'environnement et fermement sous la responsabilité des ministres des finances et des chefs d'Etat du monde.

Le deuxième facteur est la question de sécurité énergétique, ou plutôt, d'insécurité énergétique, provoqué par la dépendance mondiale sur les combustibles fossiles. Les pays reconnaissent de plus en plus que les gains à tirés des sources d'énergie renouvelable, des centrales à charbon sans émission ou à émission faible et de l'efficacité énergétique, s'étendent au-delà de l'atmosphère, vers la sécurité nationale.

D'autres commencent à saisir une autre notion de sécurité, qui comprend la relation entre phénomènes climatiques extrêmes, inondations et sécheresse par exemple, et des questions nationales et régionales plus vastes.

Le changement climatique amplifie les disparités entre les riches et les pauvres et accentue les tensions portant sur des ressources naturelles fragiles et de plus en plus rares telles que les terres arables et l'eau douce. Il augmente la possibilité de voir naître une nouvelle catégorie de déplacés, à savoir les réfugiés environnementaux.

Mais vous n'avez pas à me croire sur parole. Lors de la dernière conférence sur le changement climatique, Cristina Narbona, la ministre de l'environnement espagnole, a été interrogée sur la raison pour laquelle son pays appuyait financièrement un nouveau partenariat entre le PNUE et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) visant à aider l'Afrique à s'adapter aux évolutions climatiques. Sa réponse était claire. L'Espagne associe le nombre croissant de personnes du continent africain qui risquent leur vie dans des bateaux peu solides afin d'atteindre les îles Canary avec la dégradation environnementale provoquée entre autre par le changement climatique.

Finalement, le bien fondé scientifique du changement climatique est incontestable, et a été d'autant plus renforcé par les derniers rapports du Groupe d'expert Intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC) publiés en février dernier. Leurs conclusions mettent un point final au débat scientifique portant sur le fait de savoir si l'homme influe ou pas sur le climat et posent la question de savoir comment nous allons y remédier.

Une volonté politique collective et décisive est la dernière pièce manquante du puzzle. Bien que de nombreux secteurs de la société se mettent à l'œuvre pour palier le changement climatique, y compris les autorités locales, l'industrie, le secteur financier et la société civile, les réformes dans le processus politique en général demeurent d'une lenteur frustrante.

Lors de la réunion sur le changement climatique de Nairobi, quelques mesures ont été prises dans le cadre de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique. Le nouveau partenariat entre le PNUE et le PNUD, mentionné plus haut, a pour but d'aider les pays en développement à décrocher une partie des projets pour une énergie propre qui commencent à découler du Mécanisme pour un développement propre issu du Protocole de Kyoto. Il comporte également un volet réaction rapide visant à permettre aux pays d'Afrique subsaharienne et d'ailleurs de cloisonner leurs économies contre les changements climatiques déjà en cours.

En outre du consensus sur le Fonds d'adaptation du Protocole de Kyoto, d'autres signes positifs ont été observés, notamment en rapport à des

questions comme la prévention de la déforestation qui ont suscité de grands débats fructueux. Mais aucun accord n'a été convenu en ce qui concerne les réductions sévères et soutenues des émissions de gaz à effet de serre nécessaires afin de stabiliser l'atmosphère, un accord primordial pour continuer à assurer la confiance et les investissements dans les marchés de carbone en plein essor. Si Nairobi n'était pas le lieu propice, alors quand et où verrons nous cette prise d'action sur des réductions sévères dans un monde post -2012?

Le physicien anglais John Tyndall a été le premier à reconnaître la capacité du dioxyde de carbone et de la vapeur d'eau à altérer le climat de la Terre. C'était il y a plus 100 ans, dans son article précurseur datant de 1863. Nous ne pouvons attendre cent ans de plus pour agir. En effet, certains observateurs bien respectés estiment qu'il ne nous reste à peine une décennie pour passer à l'action. Dans six mois, sur l'île indonésienne de Bali, les gouvernements relanceront le débat sur le climat. J'espère sincèrement que Bali marquera le grand tournant où la science, les questions de sécurité et les considérations économiques confluent pour aboutir à une action politique de grande portée.

Le thème retenu cette année pour la Journée mondiale de l'environnement est *La fonte des glaces : une question brûlante?* Il est donc juste que les célébrations officielles seront accueillies par la Norvège près du Cercle Arctique. Le logo souligne la portée mondiale du thème en demandant à un ours polaire, une fermière africaine, un insulaire du Pacifique, un assureur et homme d'affaire, deux jeunes autochtones et en fin à « vous-mêmes » la question purement rhétorique de savoir si celle-ci est une question de notre époque.

Peut-être que nous aurions dû ajouter un personnage supplémentaire, à savoir le politicien. Au fond, la Journée mondiale de l'environnement vise à habiliter le simple citoyen. Le PNUÉ encourage le monde entier à embrasser le thème de l'année et de poser la question à leur leaders politiques et leurs élus : A quel point la question doit-elle devenir brûlante avant que les gouvernements à travers le monde s'engagent ensemble à l'action?

---FIN---